

La rébellion en RDC crée des tensions communautaires inquiétantes

Arrib News, 12/08/2012 – Source AFPLa rébellion militaire qui menace Goma, la capitale du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), a aussi des répercussions en politique intérieure : elle dresse l'opposition contre la stratégie d'union nationale du gouvernement et attise les tensions entre communautés. L'opposition a dès la fin de la semaine les propositions du Premier ministre Augustin Matata Ponyo de participer à une commission qui examinerait la situation dans l'Est où un mouvement rebelle, le M23, contrôle une partie de la province du Nord-Kivu. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a qualifié M. Matata Ponyo de « tyran ». Pour le responsable de la communication de ce parti, Simon Kalengue, « la situation dans l'Est du pays est le résultat de leur manque de leadership » ; leur départ résoudre cette question ». L'UDPS n'a pas admis les résultats des élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011 et affirme que le seul président élu est leur chef, Etienne Tshisekedi. Pour Jean Lucien Busa, un responsable du Mouvement de libération du Congo (MLC), « les questions de la guerre et de l'intégrité du territoire national dépassent ce stade (celle du Premier ministre) compétence », une allusion au président élu Joseph Kabila qui l'opposition reproche souvent d'être originaire du Rwanda membre de ses premiers alliés qui avaient porté son père au pouvoir. Dans un communiqué diffusé samedi, les partis d'opposition affirment par ailleurs que « la conduite de la guerre qui déchire le pays ne rassure guère quant à la volonté réelle du gouvernement de donner des réponses adéquates pour juguler l'insécurité permanente dans la partie Est de la RDC ». Cette fin de non-recevoir adressée au chef du gouvernement intervient après la « marche des catholiques » organisée le 1er août. Cette première manifestation publique a été autorisée depuis les élections à rassembler sans incident des milliers de personnes dans les principales villes du pays. « Au moins 100.000 à Kinshasa », selon le secrétaire de la Conférence épiscopale. A Goma, 25 responsables de confessions religieuses et ethniques se sont rassemblés pour demander ensemble la cessation immédiate des hostilités, à rapporter une organisation humanitaire. Selon un communiqué de l'ONG Search for Common Ground (SFCG), « des violences intercommunautaires, des discours de haine et de xénophobie ont pris une allure inquiétante ces dernières semaines » et les religieux se sont engagés à construire la stabilité régionale. Selon cette organisation, des rwandophones ont pris part jeudi dernier à l'Université de Goma. Ils ont été battus et la foule a tenté de les brûler. Au poste de Goma vers le Rwanda, toujours selon SFCG, des groupes se sont rassemblés pour scander des messages hostiles au Rwanda et aux rwandophones alors que ces derniers constituent une bonne part de la population de la région. L'ONG ajoute que « la jeunesse congolaise qui manque d'éducation est facilement manipulable et donc très exposée à ces tensions intercommunautaires ». En avril, au début du conflit, des journaux avaient directement mis en cause et dénoncé les tutsis, considérés comme des habitants du Rwanda alors que cette ethnie, victime du génocide de 1994 au Rwanda, est présente également au Burundi et en RDC. Le gouvernement était intervenu avant que cela ne dégrade la situation. Dans cette région du pays, où les frontières sont relativement floues, les ethnies ou les communautés historiques servent de point d'appui aux différents groupes rebelles et sont souvent stigmatisées, ce qui met en péril un équilibre social déjà miné par la misère.